Six années à défendre les francophones

Portrait Secrétaire générale du Conseil des affaires francophones de l'arrondissement de Bienne jusqu'au 31 août dernier, Stéphanie Bailat a suivi de très près tous les dossiers gérés par cet organe politique.

Julie Gaudio

CAF. Trois lettres qui résument ses six dernières années. Si certaines et certains se demandent ce qu'il se trame au sein du Conseil des affaires francophones de l'arrondissement de Bienne, Stéphanie Bailat sait. En tant que secrétaire générale du CAF, elle a en effet pu se plonger dans nombre de dossiers traités par cet organe politique du canton de Berne. Après six ans à ce poste, elle a décidé de se retirer au 31 août.

> Je dois souvent répéter que les droits des francophones ne sont pas des ‹privilèges›.
>
> **Stéphanie Bailat**
> Ex-secrétaire générale du Conseil des affaires francophones de l'arrondissement de Bienne

Stéphanie Bailat a travaillé comme secrétaire générale du CAF entre septembre 2018 et août dernier. David Torres

Détentirce d'un Master en psychologie, éducation, migration et citoyenneté à l'Université de Neuchâtel, la Fribourgeoise d'origine a d'abord travaillé dans plusieurs administrations: Direction de l'instruction publique du canton de Fribourg, Bureau de l'intégration du Canton du Jura, Université de Lausanne, etc. «La défense des francophones m'a tout de suite semblé importante quand je me suis installée à Bienne, en 2015, avec ma compagne. J'avais ainsi déjà entendu parler du CAF», se souvient-elle. «Quand j'ai vu l'annonce pour le poste de secrétaire générale, je me suis documentée et j'ai découvert que cet emploi réunissait plusieurs aspects qui me plaisent.»

Car, même si le titre de «secrétaire» peut parfois laisser penser que le job consiste à répondre au téléphone et aux mails, en réalité, la mission dépasse largement ces tâches. «Le poste de secrétaire général(e) est assez courant dans les administrations», précise Stéphanie Bailat. «Au CAF, il ou elle est chargée de s'assurer que tout fonctionne», résume-t-elle. «Pour ce faire, il faut suivre les dossiers, participer à l'élaboration des prises de position, rencontrer les différents partenaires, organiser les séances, etc.»

Né en 2006, le CAF est composé de 18 membres élus issus de tous les bords politiques, mais visant un objectif commun. Comme au Conseil de ville, ces personnes sont des miliciennes et des miliciens. En d'autres termes, elles ne sont pas employées par le CAF, lui-même rattaché à la Chancellerie d'Etat du canton de Berne. «Des élections étant organisées tous les quatre ans, il arrive que les membres changent. Cela dit, il y a une bonne stabilité, jusqu'à présent. Quand je suis arrivée à ce poste, en 2018, je côtoyais encore des membres fondateurs», évoque Stéphanie Bailat.

Autoroute et bilinguisme

En juin 2022, la présidence du CAF change de visage et est reprise par Ariane Tonon, une femme qui n'a pas participé à la création de l'organe politique. Or, jusque-là, deux fondatrices se sont succédé à ce poste: Béatrice Sermet-Nicolet et Pierrette Berger-Hirschi. «Accueillir de nouveaux membres pousse toujours le CAF à se renouveler.»

Si Stéphanie Bailat a conservé des contacts avec ces personnes même après leur départ, elle a toujours respecté son devoir de confidentialité. «Toutes les séances se déroulent à huis clos, car le CAF est amené à se prononcer sur des affaires cantonales, notamment l'élaboration de lois, d'ordonnances et de règlements. En bref, tout ce qui concerne les francophones de la région doit lui être soumis par Berne.»

Pour se faire une image plus concrète de ce que cela implique, elle cite quelques exemples: prises de position sur des subventions culturelles, sur la nomination de cadres francophones dans l'Administration et les Commissions cantonales, lutte pour des panneaux bilingues sur l'autoroute biennoise, défense d'un nombre minimal de places d'apprentissages pour les jeunes Romands, etc. «Le secrétariat général du CAF s'apparente à une courroie de transmission entre les problématiques rencontrées sur le terrain, les membres du CAF et le Canton», appuie-t-elle.

De ses années à son poste, Stéphanie Bailat se souvient de ces fameux panneaux d'autoroute sur la branche Est de l'A5 et évoque l'ouverture, dans le Jura bernois, de six places d'accueil d'urgence et d'observation pour les enfants francophones devant être placés. Le dossier Avenir Berne romande, thème d'actualité, a aussi marqué son mandat. «Le CAF a également fortement contribué à la création du Prix cantonal du bilinguisme dans la culture, dont la première remise a eu lieu l'an dernier et la seconde vient de récompenser le Centre théâtral de la Grenouille. J'ai pu suivre toutes les phases d'élaboration», salue-t-elle.

Aussi vite que possible

Il en va de même pour les sièges garantis pour les francophones de l'arrondissement de Bienne au Grand Conseil bernois. «La première prise de position du CAF date de 2018 et le texte va passer devant le Parlement cantonal lors de la session qui commence ce lundi», mentionne-t-elle. Quand on lui demande si le temps politique, relativement long, n'est parfois pas un peu décourageant, l'ancienne secrétaire générale sourit: «Quand on est dedans, on ne voit pas les semaines s'écouler!»

Si elle retient principalement du positif de cette expérience, Stéphanie Bailat évoque tout de même le défi qu'a représenté la pandémie de Covid. «Nous avons dû recréer le CAF numériquement, alors que, dans ce genre d'organe, les discussions en présentiel facilitent grandement les prises de décisions.» D'un point de vue plus personnel, elle reconnaît qu'il est parfois fatiguant de rappeler que la minorité francophone du canton de Berne a des droits, comme tout un chacun, régis par une loi. «Je dois souvent répéter qu'il ne s'agit pas de ‹privilèges›. Ces rappels ont occasionnellement eu raison de ma patience», admet-elle.

Avant de quitter l'institution, la Biennoise a tout de même pris soin de réfléchir à la temporalité de son départ. «Afin de faciliter l'entrée en fonction de ma successeure, j'ai annoncé ma démission cinq mois avant et j'ai fait en sorte de m'en aller avant que le travail pour les élections commence», livre-t-elle. Les raisons qui l'ont poussée à partir relèvent principalement du domaine personnel, et elle confie avoir quelques projets qui doivent encore se concrétiser.